

«Mme la ministre vous avez engagé des réformes proches des bonnes pratiques. On vous encourage à aller plus loin»

**Gabriela Ramos,
conseillère spéciale du
secrétaire général de
l'OCDE**

L'OCDE assure la promotion des contre-réformes

Les résultats de l'enquête PISA 2015 viennent d'être rendus publics par l'OCDE.

La poursuite des politiques d'austérité

Rappelons que ces tests n'évaluent pas la maîtrise des programmes scolaires par les élèves mais les compétences. Cela n'a pas empêché les nombreux commentateurs d'y trouver la vertu de révéler l'échec des politiques de droite, selon la gauche, et l'échec des politiques de gauche, selon la droite. L'actuelle ministre voit donc dans la publication de ces résultats une occasion de vanter les réformes découlant de la Refondation et de fustiger les précédentes. Comme s'il n'y avait pas de continuité, comme si toutes ces réformes n'avaient pas en commun de diminuer les heures de cours et d'aggraver les inégalités en renforçant l'autonomie des établissements.

Marchant dans les pas de la loi d'orientation Fillon de 2005, les ministres de la Refondation n'ont fait que poursuivre les politiques de destruction de l'école publique : instruction réduite à un vague socle commun de connaissances et de compétences, remise en cause du caractère national de l'école au bénéfice des projets territoriaux, formation professionnelle sous la coupe des régions et des patrons, intrusion grandissante des groupes de pressions politiques et économiques, remise en cause de la laïcité... Quant aux 54 000 postes promis, aucun enseignant ne les a vus. Les classes restent surchargées et les fermetures d'écoles se poursuivent.

La ministre, bonne élève de l'OCDE

«Mme la ministre vous avez engagé des réformes proches des bonnes pratiques. On vous encourage à aller plus loin», lance Gabriela Ramos, conseillère spéciale du secrétaire général de l'OCDE ce mardi 6 décembre, dans la salle de conférence où elle dévoilait les résultats de l'édition 2016, en présence de Najat Vallaud-Belkacem.

Un soutien qui vient à point nommé, au moment où la ministre cherche à faire passer en force sa réforme de l'évaluation des enseignants. D'ailleurs, dans son guide des bonnes pratiques, l'OCDE recommande d'«approfondir la réflexion sur le statut des enseignants», en mettant en place le salaire au mérite et l'obligation de se former tout au long de la vie. L'officine internationale cite en exemple le Japon, où une loi impose, tous les dix ans, l'obligation pour les professeurs de prouver qu'ils sont à jour sur leurs compétences.

Pour Force Ouvrière, c'est maintenant qu'il faut résister aux réformes dévastatrices que le gouvernement entend imposer à l'école républicaine, à son fonctionnement, à ses missions et aux fonctionnaires d'État de toutes catégories du ministère de l'Éducation nationale.

L'enquête Pisa est organisée par l'OCDE et est menée tous les trois ans auprès de jeunes de 15 ans. L'Organisation de Coopération et de Développement Economique formule régulièrement des stratégies conçues pour opérer des réformes structurelles et désengager le budget de l'État des services publics sans provoquer de «mécontentements». Ainsi était-il recommandé, dès 1996, non «la baisse de la quantité», mais «la baisse de la qualité» dans certains établissements et pas dans d'autres pour rendre insensible aux familles la destruction programmée du service public d'Éducation.